

3) Les analyses en termes de classes sociales sont-elles pertinentes pour rendre compte de la société française contemporaine ?

A) La puissance explicative des analyses en termes de classes sociales semble s'être affaiblie.

Une catégorie existe en sociologie que si elle regroupe des individus à la fois suffisamment éloignés des membres des autres catégories c'est-à-dire avec une forte distance et suffisamment proches entre eux c'est-à-dire avec une faible distance.

Distances inter-classes : inégalités entre classes sociales (exemple : un ouvrier locataire d'un petit appartement contre un cadre dirigeant propriétaire d'une vaste demeure).

Distances intra-classes : inégalités au sein d'une même classe sociale (exemple : un ouvrier n'allant jamais au théâtre contre un ouvrier y allant fréquemment).

Pour que l'on parle encore de classes sociales il faut une distance inter-classes forte et une distance intra-classes faible.

A.1 : La réduction de certaines inégalités fait reculer la « classe en soi »

DOC.1 La moyennisation ou la réduction des distances inter-classes

Il faut souligner l'importance des transformations de la structure sociale et le brouillage des frontières entre classes qui en résulte. [...] La massification scolaire a modifié en profondeur les conditions de socialisation de la jeunesse populaire et suscité la mobilisation des familles autour de l'enjeu scolaire. Le travail a lui aussi subi de profondes mutations : la forte hausse des revenus pendant

les Trente Glorieuses a permis la « déprolétarianisation » des salariés subalternes, avec l'accès à la consommation de masse et l'amélioration très nette des conditions de logement. [...] En termes de position sociale comme de styles de vie, un rapprochement s'est opéré entre classes populaires et classes moyennes et supérieures.

Pierre Gilbert, « Les nouvelles classes populaires », *La Vie des idées*, 2016.

Équipement des ménages en 1997 et 2016 en France (en %)

		Équipement des ménages en téléphone portable	Équipement des ménages en micro-ordinateur (y compris portable)
1997	Ensemble	16,2	19,7
	Agri., artisans, com., chefs d'entr.	25,3	22,7
	Cadres et PI supérieures	32,2	51,0
	Professions intermédiaires	19,3	32,5
	Employés	14,6	17,8
	Ouvriers	10,6	11,8
	Retraités	12,1	6,4
2016	Ensemble	93,6	81,1
	Agri., artisans, com., chefs d'entr.	97,9	90,5
	Cadres et PI supérieures	99,2	98,4
	Professions intermédiaires	99,0	95,9
	Employés	99,2	90,6
	Ouvriers	98,7	87,1
	Retraités	86,1	63,5

Note : les autres inactifs n'apparaissent pas dans le tableau mais sont pris en compte dans la ligne « Ensemble ».

Champ : ensemble des ménages en France métropolitaine. **Source** : Insee, EPCV 1996 à 2004 et SRCV-Silc 2004 à 2016.

1 Décrire. Montrez que les écarts d'équipement des ménages en téléphone portable se sont réduits entre 1997 et 2017.

2 Expliquer. Quels sont les éléments qui montrent la constitution d'une vaste classe moyenne ?

3 Expliquer. Quels sont les facteurs qui ont provoqué la moyennisation de la société française ?

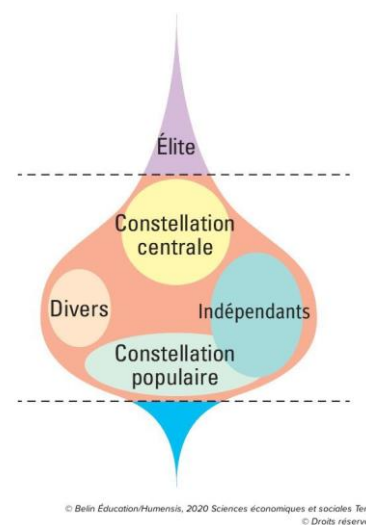
On observe depuis la fin des années 1960 en France un rapprochement entre le mode de vie et les conditions d'existence d'une partie des classes populaires avec les classes moyennes et supérieures. La

moyennisation est principalement due à la baisse des inégalités de revenu et à la démocratisation de l'école ce qui a eu comme conséquence une homogénéisation des comportements de consommation et des pratiques culturelles. En effet on peut observer des éléments qui laisse penser qu'il existe une vaste classe moyenne (homogénéisation des comportements de consommation). Cela passe par exemple par l'augmentation des revenus, un accès plus large à l'éducation et à certains biens de consommation (téléphones, ordinateurs). La massification scolaire et les Trente Glorieuses qui ont permis l'augmentation des revenus ont grandement contribué également la moyennisation de la société en France, par exemple, en 1997, le taux d'équipement en téléphone portable des cadres et professions intellectuelles supérieures était 3 fois supérieur à celui des ouvriers (32,2 % contre 10,6 %), en 2016. Cet écart est quasiment négligeable puisque ces deux catégories sont équipées à près de 99 % en téléphone portable.

En 1988, le sociologue Henri Mendras publie analyse les transformations de la société française entre 1965 et 1984. Avec la disparition de la société paysanne traditionnelle, l'embourgeoisement des ouvriers, qui représentent une part décroissante de la population active, et le gonflement d'une vaste classe moyenne, on ne peut plus selon lui représenter la société sous la forme classique d'une pyramide. D'autant que les inégalités de salaire tendent à se résorber, que l'emploi féminin progresse. Il propose un schéma en forme de toupie dans lequel, hormis une petite élite et une frange d'« exclus », la société française se regrouperait au sein d'un vaste centre. Cette constellation serait un lieu d'innovations sociales qui se diffuseraient à l'ensemble de la société. Il prend l'exemple du barbecue (et du jean), forme conviviale et décontractée de repas entre amis, lancé par la constellation centrale et adopté par tous, même si les modalités de cette pratique varient.

Représentation de la société chez Marx :

Représentation de la société chez Mendras :



L'analyse d'H. Mendras se démarque de la conception marxiste des classes sociales par l'absence de conscience de classe et donc de luttes.

Mendras décrit le processus de moyennisation alors que pour Marx, au contraire, la société a tendance à se polariser c'est à dire à devenir de plus en plus inégalitaire. Mais la moyennisation ne signifie pas pour autant la disparition d'une hiérarchie sociale puisqu'on retrouve, aux deux extrêmes de la toupie, une élite et la pauvreté.

DOC. 3 Distances intra-classes au sein des employés

Deux caractéristiques tendent à l'hétérogénéité du monde des employés. Les employés administratifs détiennent des titres scolaires plus élevés que les autres employés ; en outre, ils sont au cœur [...] des changements techniques liés à l'informatisation : les opérations les plus répétitives s'automatisant, le niveau de qualification des tâches [qui restent] tend dans l'ensemble à s'élever. Inversement, dans le monde des services personnels, la productivité n'évolue guère ; l'allègement des cotisations et impôts pesant sur les employeurs et le développement de l'emploi féminin dans les couches moyennes stimulent la demande de services personnels – gardes d'enfants, prestations culinaires, recours à des gens de maison, etc. Dans l'archipel des employés, l'île des emplois administratifs tend à se réduire, celle des services aux personnes à s'étendre, de même, à un moindre degré, que celle des employés de commerce.

Alain Chenu, *Sociologie des employés* (N.E.),
© La Découverte, 2005.



▲ Des employées administratives dans un bureau.



▲ Une employée de service, femme de ménage chez un particulier.



▲ Une employée de commerce en caisse d'un magasin.

7 Décrire. Quelles sont les conditions de travail de ces trois types d'employées ?

8 Analyser. Montrez qu'il existe au sein des « employées » une distance intra-classe.

Il existe une distance intra-classe assez forte au sein du groupe des employés : en effet, il existe des écarts importants entre les niveaux de qualification, de rémunération, les conditions de travail.

Exemple : un agent d'entretien à un salaire proche du SMIC, il a peu de qualification, peu de perspective d'évolution professionnel, son travail est assez répétitif et il a peu de responsabilité.

Employé administratif à un salaire plus élevé, des qualifications plus importantes (bac +2), des responsabilités, des tâches variées, et il entretient des contacts avec d'autres personnes.

Globalement le sentiment d'appartenance à une classe sociale chez les employés est assez faible.

Même constat chez les ouvriers : le sentiment d'appartenance à la classe ouvrière a baissé, le manque d'identification affaiblit la pertinence de la notion de classe ouvrière. D'un point de vue politique on observe un recul du parti communiste français et du syndicalisme, instances de représentation politique du monde ouvrier.

Exercice :

Dites si les affirmations suivantes relèvent de distances inter-classes ou intra-classes.

1. Il existe des familles qui ne partent jamais en vacances tandis que d'autres y partent chaque année.
2. Au sein des ouvriers, il faut distinguer les ouvriers qualifiés des ouvriers non qualifiés.
3. Les femmes et les hommes cadres connaissent des situations différentes sur le marché du travail.
4. Le fait d'aller à l'opéra est une pratique plus courante au sein des classes supérieures qu'au sein des classes populaires.

A.2 : Un processus d'individualisation qui fait reculer la « classe pour soi » (doc 4 P 169)

Individualisation : *Processus par lequel les individus deviennent plus autonomes, c'est à dire effectuent des choix de moins en moins dictés par des institutions sociales contraignantes (famille, religion, syndicat ou parti par exemple). Dans le monde du travail elle se traduit par une personnalisation des conditions d'emploi.*

Question supplémentaire : Quand et pourquoi l'individualisation du travail a-t-elle été mise en place ?

L'individualisation du travail à deux dimensions :

- l'individualisation des conditions de travail : les salariés puissent choisir dans certains cas leurs horaires de travail, choisir de pratiquer le télétravail ou décider de leurs dates de congés ; entretien avec objectifs différents.
- l'individualisation des rémunérations : les salariés négocient individuellement leurs primes ou leurs augmentations de salaire (et non plus uniquement collectivement, en fonction de grilles salariales préétablies).

L'individualisation du travail a des avantages matériels pour les salariés : une plus grande autonomie, polyvalence, une flexibilité des conditions de travail permettant de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale. Elle peut aussi avoir des avantages subjectifs : un sentiment de plus grande responsabilité, de plus grande reconnaissance de son travail.

Identifications subjectives : sentiment d'appartenance à un groupe social.

L'individualisation du travail fragilise l'identification subjective à une classe sociale commune, d'une part, matériellement car les salariés, qui n'ont plus les mêmes horaires de travail ou les mêmes conditions de travail, peuvent moins développer et entretenir un sentiment d'appartenance à un groupe du fait de moindres interactions quotidiennes. D'autre part, l'individualisation du travail, et en particulier des rémunérations, augmente la compétition entre salariés pour obtenir la plus forte augmentation, ce qui s'oppose au sentiment d'avoir des intérêts communs à défendre.

Décomposition de la rémunération versée sous forme de primes en 2016			
(en %)	Part de la rémunération brute totale	Part du montant total des primes versé	Proportion de salariés concernés
Primes d'ancienneté	2,0	15,2	35,6
Primes liées à des contraintes du poste de travail	1,5	11,1	25,2
Primes liées aux performances individuelles	4,2	31,1	36,4
Primes liées aux performances collectives, d'équipe, d'atelier	0,9	6,6	14,5
Autres primes et compléments de salaires (13 ^e mois, avantages en nature, primes de fin d'année, de vacances et autres primes exceptionnelles)	4,8	36,0	54,8
Total	13,4	100,0	84,1

Champ : Salariés des entreprises de 10 salariés ou plus du secteur privé.

Source : « La structure des rémunérations dans le secteur privé en 2016 », Dares Résultats, n° 63, décembre 2019.

1- Faire une phrase avec la donnée entourée

2- Comparer la part que représente les primes liées aux performances individuelles et collectives dans le montant total des primes.

3- Quelles peuvent être les conséquences de l'individualisation des rémunérations sur les relations de travail ?

En 2016 en France 1/3 des salariés étaient concernés par des primes, une grande partie des primes versées étaient liées aux performances individuelles et beaucoup moins aux performances collectives. Cela peut accentuer la concurrence entre les salariés ce qui contribue au processus d'individualisation. Ils ont donc **moins le sentiment d'appartenir à un collectif/ groupe social**.

A.3 : La classe n'est pas le seul facteur de hiérarchisation de l'espace social

Rapports sociaux de genre : ensemble des rapports sociaux qui aboutissent à une hiérarchisation entre les rôles féminins et masculins.

L'analyse en termes de classes sociales a longtemps laissé de côté les rapports sociaux liés au genre, rendant invisibles les inégalités entre les sexes.

DOC.2 Tâches domestiques et travail

Certaines caractéristiques sont associées aux femmes. [...] Elles sont perçues comme plus douces, maternelles ou plus émotives que les hommes. Ces représentations servent de fondement idéologique à une hiérarchie patriarcale. Elles cantonnent les femmes aux activités peu rémunératrices ou qui confèrent peu de pouvoir et justifient le fait qu'elles soient exclues notamment des métiers considérés comme plus prestigieux. Prenons par exemple l'inégale répartition du travail domestique et les inégalités économiques entre femmes et hommes. Au sein d'un couple, avec l'augmentation du travail domestique provoquée par l'arrivée des enfants, le travail de la femme est souvent sacrifié car son salaire est fréquemment moins élevé. Cette exclusion des femmes de la sphère professionnelle est justifiée par l'idée qu'elles ont davantage l'instinct maternel.

Hélène Nicolas, « Femmes : Des hommes comme les autres », *Humains* n°02, 2017.

- 5 Décrire.** En général, comment les tâches domestiques sont-elles réparties au sein des couples ?
- 6 Analyser.** Comment cette répartition est-elle justifiée ?
- 7 Discuter.** Quelles conséquences peut avoir l'accomplissement des tâches domestiques sur le travail des femmes ?



Le genre est un principe de hiérarchisation sociale toujours important (inégalités de salaires, de répartition des tâches domestiques, d'accès aux fonctions de représentation politique...).

Il existe une différenciation verticale (les hommes ont plus de chance que les femmes d'accéder aux emplois les plus qualifiés et les mieux rémunérés) et horizontale (à niveau hiérarchique équivalent, les femmes et les hommes n'occupent pas les mêmes types d'emploi) concernant les professions exercées entre les femmes et les hommes.

B) Les analyses en termes de classes sociales conservent aujourd'hui encore une certaine pertinence

B. 1 : Des facteurs de hiérarchisation qui s'articulent aux classes sociales sans les dépasser

L'existence d'autres facteurs de hiérarchisation de l'espace social comme le genre ne signifie pas que les analyses en termes de classes soient périmées. L'enjeu est plutôt de savoir comment articuler ces différents facteurs. Par exemple, les approches en termes de genre sont incomplètes quand elles négligent ou oublient les clivages de classes.

DOC 3 La mortalité routière au prisme de la classe et du genre

L'exemple de la mortalité routière montre l'importance de cette articulation entre inégalités économiques et modes de vie et souligne la spécificité de la condition ouvrière masculine. Les inégalités sociales dans ce domaine sont d'autant plus frappantes que les accidents de la route sont généralement imputés au hasard ou à la responsabilité individuelle de conducteurs dangereux. Alors qu'il n'existe pas de statistiques officielles sur la mortalité routière selon la PCS, Mathieu Grossetête¹ s'est appuyé sur des données administratives. Son travail fait ressortir la surmortalité routière qui touche les ouvriers parmi les conducteurs : ils représentent 16,4 % des conducteurs tués sur la route, plus que les employés et les professions intermédiaires (12,5 %) et les cadres (2,2 %). Cette exposition plus forte des ouvriers est paradoxale : ce sont en effet eux qui se déplacent le moins en termes de distances. Mais ils vivent plus souvent en zone rurale où la dépendance à la voiture est grande. Ce sont surtout des jeunes hommes qui sont touchés. La mauvaise qualité de leurs véhicules accroît leur part parmi les victimes : si les cadres sont fréquemment verbalisés pour excès de vitesse, ils sont bien moins souvent victimes d'accidents mortels, du simple fait qu'ils roulent dans des voitures plus récentes et plus sécurisées. Mais ce sont aussi les pratiques des jeunes ouvriers qui les exposent aux accidents mortels, car leurs formes de sociabilités et leur conception de la virilité favorisent tout à la fois consommation d'alcool et vitesse excessive au volant. ■

1. Sociologue qui, dans sa thèse, a exploré les raisons de la mortalité sur les routes.

Y. Siblot, M. Cartier, I. Coutant, O. Masclet et N. Renahy,
Sociologie des classes populaires contemporaines, Armand Colin, 2015.

Questions :

1- Comparez la mortalité routière des cadres avec celle des ouvriers

2- Comment rapports sociaux de classe et de genre se combinent-ils pour expliquer la surmortalité des jeunes hommes ouvriers ?

3- Les accidents de la route sont-ils seulement le fruit du hasard ? Développer votre réponse.

Les accidents de la route peuvent s'expliquer sociologiquement. On observe en France une surmortalité chez les ouvriers par rapport aux cadres. Cela s'explique par :

Effet de la classe : les ouvriers meurent davantage sur la route, car leurs voitures sont de plus mauvaise qualité (moins récente et moins sécurisée) et parce qu'ils vivent plus souvent en zone rurale où la voiture est davantage utilisée pour se sociabiliser.

Effet du genre : la virilité chez les ouvriers est davantage associée à la prise de risque, consommation d'alcool et à la vitesse.

Autre exemple : La répartition des tâches domestiques dans le couple ne peut être analysée indépendamment du milieu social, car certaines catégories populaires pourront difficilement faire appel à des femmes de ménage, contrairement aux catégories supérieures.

B.2 : Des inégalités toujours présentes (Doc 1 P 168)

D'après l'INSEE, en 1997, les 10 % les plus riches avaient un niveau de vie au moins **3,5** fois plus élevé que les 10 % les plus pauvres. (D9/D1 en 2017 = $3\,971/933 = 4,3$) et en 2017, les 10 % les plus riches avaient un niveau de vie au moins **4,3** fois plus élevé que les 10 % les plus pauvres. Ce qui signifie que les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres en termes de niveau de vie ont augmenté.

Selon la définition webérienne (par le niveau de revenu et de patrimoine), la distance inter-classes, mesurée par le rapport inter-déciles, existe et a tendance à augmenter ; on constate de plus que les écarts entre déciles augmentent dans le haut de la distribution, ce qui conforte l'idée d'une distance des classes supérieures.

Selon la définition marxiste : ce graphique seul ne permet pas de l'affirmer ; on sait cependant que les inégalités de revenus sont liées à des inégalités professionnelles, de mode de vie (**classe en soi**) et que les inégalités de revenus entraînent des inégalités de patrimoine et d'accumulation du capital, ce qui tend donc aussi à indiquer un creusement des écarts entre classes, au sens marxiste.

En 2018, en France métropolitaine, le niveau de vie médian de la population s'élève à 21 250 euros annuels, soit 0,3 % de plus qu'en 2017 en euros constants. Il poursuit sa lente progression depuis cinq ans, après avoir diminué à la suite de la crise économique de 2008. Les 10 % de personnes les plus modestes ont un niveau de vie inférieur à 11 210 euros. Les 10 % les plus aisées ont un niveau de vie au moins 3,5 fois supérieur, au-delà de 39 130 euros.

En 2018, les niveaux de vie évoluent de façon contrastée. Celui des ménages les plus aisés augmente nettement. Il bénéficie de la progression des revenus du patrimoine, liée à la forte hausse des dividendes dans un contexte de fiscalité plus incitative à leur distribution plutôt qu'à leur capitalisation et d'une hausse des revenus d'activité. Celui des ménages les plus modestes se replie, principalement en raison d'une baisse des allocations logement.

Les inégalités de niveau de vie augmentent nettement en 2018, sans toutefois dépasser le point haut de 2011 : l'indice de Gini est de 0,298 en 2018, après 0,289 en 2017.

En 2018, 9,3 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté monétaire, soit 1 063 euros par mois. Le taux de pauvreté s'établit à 14,8 % en 2018. Il s'accroît de 0,7 point sur un an. L'intensité de la pauvreté est stable à 19,6 % en 2018.

La baisse des allocations logement induite par la réforme de la réduction du loyer de solidarité explique une part importante de la baisse du revenu des ménages modestes et de la hausse du taux de pauvreté. Cette baisse ampute les niveaux de vie tels qu'ils sont normalement mesurés, même si elle a été compensée dans le parc social par des baisses correspondantes des loyers, donc des dépenses des ménages concernés.

Source : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4659174?sommaire=4774594>

DOC.4 Se définir comme bourgeois

Depuis plus de 30 ans, le couple de sociologues Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon a fait « des plus riches et des plus puissants de France » son objet d'études quotidien. [...] « Le bois de Boulogne, c'est leur pré carré ! » Et le XVI^e... leur arrondissement de prédilection [...]. D'emblée, de larges avenues y sont réalisées et les immeubles haussmanniens dotés de double entrée pour le personnel de service... Un arrondissement singulier où les grandes familles (noblesse et grande bourgeoisie) s'efforcent de préserver leur « entre-soi » en cultivant leur réseau de relations. [...] Dans un arrondissement qui compte 171 000 habitants, un foyer sur dix est assujéti à l'impôt de solidarité sur la fortune pour un patrimoine moyen de 4 M€. [...]

Paroles d'habitants. Il suffit de s'y promener pour se rendre compte à quel point le XVI^e est un arrondissement particulièrement prisé des grandes familles et des hauts revenus. D'ailleurs, nul n'en disconvient ici, à l'instar de Jacques, directeur d'une entreprise du bâtiment aujourd'hui retraité : « J'ai conscience d'être privilégié et de vivre dans un quartier bourgeois. » Propriétaire d'un logement de 130 m² [...], Jacques entretient son réseau de relations avec d'autres cadres dirigeants à travers notamment « les réunions d'anciens élèves ».

Philippe Baverel, « Paris : radiographie du XVI^e, un arrondissement pas comme les autres », © *Le Parisien*, 8 février 2018.



▲ Dessin d'Étienne Lécroart, in Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, *Panique dans le 16^e !*, Éditions La ville brûle, 2017.

13 Décrire. Quelles sont les caractéristiques matérielles de la bourgeoisie ?

14 Expliquer. Comment la bourgeoisie entretient-elle son entre-soi (regroupement de personnes aux caractéristiques communes) ?

15 Synthétiser. Quelles sont les indices du sentiment d'appartenance au sein de la bourgeoisie ?

16 Argumenter. Qu'est-ce qui peut faire dire que la haute bourgeoisie forme une classe pour soi au sens de Marx ?
(DOSSIER 3, P. 178-179)

La bourgeoisie en France aujourd'hui se caractérise matériellement par sa richesse, mais aussi par son mode de vie – le fait d'habiter dans de beaux quartiers, par exemple – et ses pratiques de consommation (le fait d'être propriétaire d'un grand appartement en ville, par exemple).

La bourgeoisie entretient son entre-soi en cultivant son réseau de relations, c'est-à-dire en nouant des liens avec des personnes semblables. Leurs enfants vont dans les mêmes écoles, ils se rencontrent à travers des rallyes. Cela peut par exemple passer par des réunions d'anciens élèves, des clubs, par le fait d'avoir les mêmes loisirs ou de se marier avec une personne du même milieu.

Les pratiques visant explicitement à entretenir l'entre-soi, le fait de déclarer appartenir à une classe privilégiée ou encore la capacité à se mobiliser pour faire valoir ses intérêts (cf. caricature) sont des indices du sentiment d'appartenance au sein de la bourgeoisie.

Une classe pour soi est une classe dont les individus qui la composent non seulement partagent des caractéristiques similaires, mais en ont de plus conscience et sont capables de faire valoir collectivement leurs intérêts. C'est bien le cas de la haute bourgeoisie dont les membres occupent des positions économiques très privilégiées et se sont organisés collectivement pour refuser l'installation de logements sociaux dans leur quartier.

« Les classes sociales n’ont jamais disparu. Avec les “gilets jaunes”, elles redeviennent visibles »

Le sociologue Camille Peugny explique la crise actuelle par les inégalités qui « fracturent » la société française. [...]

Pourquoi, selon vous, les revendications portent-elles en particulier sur le pouvoir d’achat ?

Parce qu'il a cessé de progresser depuis vingt ans pour beaucoup de nos concitoyens. Qui est aujourd'hui capable de se souvenir de la dernière mesure qui a créé du pouvoir d’achat ? Qui peut citer une seule victoire entraînant une amélioration des conditions de vie des salariés dans une période récente ? Il n'y en pas eu au XXI^e siècle.

Les gouvernements successifs n'ont cessé de répéter qu'il n'y avait pas d'argent, et ont été incapables de s'attaquer aux privilèges de quelques-uns. La seule doctrine qui vaille, c'est le TINA, « There is no alternative » [il n'y a pas d'alternative]. Oser parler de salaire, de protection pour les -salariés, c'est passer pour un -rêveur déconnecté des réalités économiques.

Est-ce que cela signe un retour de la guerre de classes, de cette dichotomie sociale qu'on croyait oubliée ?

Les classes sociales n'ont jamais disparu. Simplement, dans ce conflit, elles deviennent soudainement visibles aux yeux de tous. On a beaucoup écrit sur la disparition de l'ancien monde ouvrier, structuré par des syndicats forts. La conscience d'avoir des intérêts communs et la possibilité de –s'organiser pour les défendre se sont toujours faites dans des espaces collectifs de travail qui ont été progressivement détruits par les transformations de l'emploi. Aujourd'hui, la réalité quotidienne des salariés, c'est l'incitation à l'autoentrepreneuriat, l'allongement des chaînes de sous-traitance, l'ubérisation du travail... Bref, un isolement au travail grandissant.

Ce qui fait la force des « gilets jaunes », c'est l'expression collective de gens aux prises avec les mêmes difficultés. En se retrouvant sur les ronds-points, ils s'aperçoivent qu'à côté de chez eux, il y a des milliers de personnes qui vivent et pensent la même chose. Et là, au même moment, à des centaines d'endroits, des personnes se rassemblent et essaient d'élaborer des mots d'ordre communs.

D'un côté, nombre –d'urbains aisés qui aiment à donner des leçons d'écologie à des smicards qui roulent au diesel faute de transports en commun, alors qu'ils prennent l'avion plusieurs fois par an. De l'autre, parmi les « gilets jaunes », une tendance à mettre dans le même sac tous les urbains, estampillés « bobos » égoïstes. En un mot, ceux qui pensaient que la –conflictualité entre les groupes sociaux était morte en sont pour leurs frais.

Propos recueillis par Sylvia Zappi, Le Monde, 13 décembre 2018 à 11h24

Questions :

1- Pourquoi se mobilisent-ils ?

2- Pourquoi peut-on parler de retour de la « classe pour soi » avec le mouvement des Gilets jaunes ?

Le sociologue Camille Peugny nous dit qu’avec les Gilets Jaunes les classes sociales redeviennent visibles, ce qui veut aussi dire qu’elles n’auraient jamais disparu. Les « Gilets Jaunes » composés des fonctionnaires de catégorie C, des aides-soignantes, des techniciens du privé, des employés, des aides à domicile, des caissières partagent ce sentiment que leur avenir est bouché et qu'ils ne sont que des variables d'ajustement condamnées à des vies au salaire minimum ».

Le **sentiment de situation** commune est très fort, et il a construit une **conscience de classe** qui s'est forgée dans les interactions. Les « gilets jaunes » se mobilisent (= conflit) pour leur pouvoir d'achat et pour un accroissement de leurs possibilités individuelles et familiales d'un avenir meilleur. On retrouve là les 3 dimensions des classes (classe pour soi) : similitude de situation, conscience de classe, conflit.